

La présomption d'innocence

La présomption d'innocence est une garantie à plusieurs niveaux, mais il a fallu attendre un certain temps pour que cette reconnaissance aie une effectivité en droit.

De façon générale, la présomption d'innocence reflète l'idée que dans une démocratie il n'est pas concevable de faire peser la charge de la preuve ou une présomption de culpabilité sur la personne poursuivie.

Etudier la question de la présomption d'innocence nécessite des éclaircissements sur la notion.

Par ailleurs, il doit y avoir conciliation avec d'autres droits :

- Comment considérer une personne comme étant innocente alors qu'elle n'a pas encore été jugée et que l'on doit prouver sa culpabilité ?

- Comment le Conseil Constitutionnel va-t-il la concilier avec d'autres libertés telles que la liberté d'expression ?

- Contraintes des services de police :

Au cours de la garde à vue, le déroulement de celle-ci est-il bien respectueux de la présomption d'innocence ?

Au regard de ces corollaires, on pourra mesurer en quoi la présomption d'innocence est bien respectée.

Grace à la procédure pénale et le respect de la présomption d'innocence, doit s'établir l'équilibre entre la **XX** et la nécessaire protection de l'individu : c'est à la procédure pénale de donner à l'individu injustement poursuivi les moyens de faire éclater son innocence.

Rappel de principe historique de la présomption d'innocence :

La présomption d'innocence dans l'Antiquité, jusque la Révolution, n'était pas particulièrement consacrée.

- Durant l'Antiquité, l'accusé était à priori présumé coupable : le prévenu devait pour se disculper subir les épreuves de ordalies (parfois pires que la peine).

Au Moyen Age : le système accusatoire prévaut et l'on doit prouver son innocence, par ordalie, serment ou duel. Mais à cette époque-là déjà certains auteurs, reprennent la formule du digeste de Justinien : « il vaut mieux laisser un coupable impuni que de puni un innocent »

C'est finalement avec le siècle des lumières avec Voltaire que la présomption d'innocence revient au devant de la scène et se voit consacrée dans la DDHC par son article 9 : tout H **étant** présumé innocent = force davantage reconnaitive et non créative : les révolutionnaires faisant valoir un principe qui semblait être inhérent et ne font que le consacrer.

En droit interne, la présomption d'innocence peut se définir aujourd'hui comme le principe selon lequel en matière pénale, toute pers poursuivie et soupçonnée avoir commis une infraction est considérée comme innocente des faits qui lui sont reprochés, tant qu'elle n'a pas été déclarée coupable.

Divers niveaux :

- Constitutionnel, depuis 1981, plus relative qu'au niveau européen.

- Législatif : lois de 1993 et du 15 janvier 2000.

- International, par l'article 6 § 2 de la CEDH¹, par l'article 11-1 DUDH².

Dans son application, les juges tentent d'accorder une meilleure mise en œuvre de ce principe.

Ampleur de la présomption d'innocence : les fondements diversifiés de la présomption d'innocence (I).

Application de ce principe : caractère relatif de la présomption d'innocence (II)

I Fondements diversifiés de la présomption d'innocence

Consacrée à un triple niveau constitutionnel, législatif et européen.

1 / Au niveau constitutionnel : une consécration limitée de la présomption d'innocence.

- A Consécration textuelle :

La DDHC la consacre dans son article 9 : « Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi. »

Disposition utilisée par le Conseil Constitutionnel de façon implicite dans sa décision du 9 janvier 1980 « Loi relative à la prévention de l'immigration clandestine ».

Puis plus explicitement consacrée dans une décision du 20 janvier 1981 « Sécurité et libertés ». Dans cette décision, il était question de choix du procureur pour telle ou telle procédure³.

Cette décision entraîne deux conséquences importantes :

- La charge de la preuve doit incomber à la partie poursuivante,
- A défaut de charge suffisante, le juge doit prononcer la relaxe de l'intéressé⁴.

- B Application matérielle de la présomption d'innocence :

Le Conseil Constitutionnel n'a pas développé la garantie de la présomption d'innocence en dehors du domaine pénal, limitant la garantie de la présomption d'innocence à la seule procédure pénale.

Il aurait pu l'étendre en dehors : dans sa décision du 9 janvier 1980⁵, ou encore il a préféré annuler les dispos pour d'autres motifs que la présomption d'innocence dans sa décision du 11 octobre 1984 (Loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse).

Les Débiteurs et bénéficiaires de la présomption d'innocence : le principe la présomption d'innocence s'impose à toutes les autorités de l'Etat et non pas uniquement aux juridictions. Elle peut également s'appliquer à des personnes privées notamment la Presse : Loi du 15 juin 2000.

¹ Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

² Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

³ Considérant 33. « Considérant que, si le pouvoir d'apprécier dans quelle mesure le recours à la procédure d'information confiée au juge d'instruction n'est pas nécessaire et d'user alors de l'une des procédures de saisine directe est attribué au procureur de la République, c'est en raison du fait que la charge de la poursuite et de la preuve lui incombe ; qu'un recours non pertinent du procureur de la République à l'une des procédures de saisine directe aurait nécessairement pour conséquence, en raison de la présomption d'innocence dont bénéficie le prévenu, soit la relaxe de celui-ci, soit la décision de la juridiction de jugement de procéder à un supplément d'information prévu par l'article 396, alinéa 2, du code de procédure pénale tel qu'il résulte de l'article 51 de la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel »

⁴ Considérant 37. « Considérant que, quelle que soit l'option faite par le procureur de la République entre les diverses procédures de poursuites et sans égard au fait qu'il y a eu ou non une information préalable confiée à un juge d'instruction, le jugement de l'affaire au fond appartient à la même juridiction ; que celle-ci, éclairée au besoin par le supplément d'information qu'elle aura pu ordonner en toute hypothèse, doit statuer sur la culpabilité du prévenu, toujours présumé innocent, selon des règles de forme et de fond identiques ; qu'ainsi les dispositions dont il s'agit ne sont contraires ni aux droits de la défense ni à l'égalité devant la justice. »

⁵ « Considérant que les mesures d'expulsion sont des mesures de police auxquelles sont assignés des objectifs différents de ceux de la répression pénale ; qu'aucune disposition de la Constitution, non plus qu'aucun principe de valeur constitutionnelle ne fait obstacle à ce que la loi confère à l'autorité administrative le pouvoir de prendre un arrêté d'expulsion fondé sur des faits de nature à justifier une condamnation pénale, alors même qu'aucune condamnation définitive n'aurait été prononcée par l'autorité judiciaire »

2 / Consécration législative de la présomption d'innocence :

- La première **loi est du 4 janvier 1993** portant réforme de la procédure pénale. Elle introduit dans le code de procédure pénale l'article 9 - 1 droit de toute pers au respect de la présomption d'innocence⁶. Toute pers peut demander au juge civil, même en référé, l'insertion d'une communication pour faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence.

La loi a aussi remplacé le terme inculqué par mise en examen.

- Une seconde **loi du 1^{er} février 1994**, concernant la notion des interventions de l'avocat en matière de garde à vue va concerner la présomption d'innocence en matière de détention provisoire. Mettant en place le mécanisme du référé liberté, qui permet à une personne mise en détention de former une demande de libération immédiate lors même qu'elle interjette appel de la mesure prise par le juge d'instruction.

- La **loi Guigou du 15 juin 2000**, votée dans un très large consensus, transforme les différentes phases de la procédure pénale afin de renforcer les droits des victimes et d'améliorer les droits des personnes mises en cause (dans le but aussi d'harmoniser la procédure française avec les exigences de la jurisprudence et les directives européennes).

Les principaux points de la loi de 2000 :

- Appel en matière criminelle

- Réforme de la liberté conditionnelle

- Modification du régime des garde à vue : de simples témoins ne pourront plus faire l'objet de cette mesure et seuls les suspects pourront être placés en garde à vue.

Possibilité pour un avocat d'intervenir dès la 1^{er} heure puis à la 48^{ème} heure (en cas de mise en examen pour enlèvement et séquestration commis en bande organisée, proxénétisme, vol commis en bande organisée, extorsion ou association de malfaiteurs) ou à la 72^{ème} heure (trafic de stupéfiants ou actes de terrorisme).

Cette loi réforme aussi le déroulement de l'instruction préparatoire, créant le statut de témoin assisté.

Le texte réforme aussi la détention provisoire :

Afin de mieux renforcer les droits des personnes mises en cause, la loi prévoit que cette mesure doit être prise à titre exceptionnelle, doit faire l'objet d'un examen particulier, et se contenter du strict nécessaire.

La décision de placement en détention provisoire est prise par le juge des libertés et de la détention.

- La loi s'est intéressée au respect de la présomption d'innocence au regard de la liberté d'expression. La loi prévoit que les procureurs de la république, ou le juge d'instruction, pourront communiquer avec la Presse. De plus les audiences ne pourront être publiques qu'à la demande du mis en examen.

- Ensuite, la loi modifie la loi de 1881 sur la liberté de la Presse et prévoit que l'image d'une personne menottée ou entravée qui serait identifiable ne peut se faire sans son consentement.

- Enfin, la loi étend les délais pour demander réparation d'une atteinte à la présomption d'innocence.

- Les articles 70 et 71 tendent à faciliter l'indemnisation des personnes reconnues innocentes.

⁶

Chacun a droit au respect de la présomption d'innocence.

Lorsqu'une personne est, avant toute condamnation, présentée publiquement comme étant coupable de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire, le juge peut, même en référé, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que l'insertion d'une rectification ou la diffusion d'un communiqué, aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence, et ce aux frais de la personne, physique ou morale, responsable de cette atteinte.

- L'art 626 du code de procédure pénale prévoit désormais la réparation intégrale du préjudice matériel et moral causé par la condamnation⁷. L'indemnité étant fixée par le 1^{er} Président de la Cour d'Appel du ressort du domicile de l'intéressé, soit par la juridiction qui a prononcé la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement⁸, avec appel possible devant une commission d'indemnisation.

La loi Gigou instaure un nouvel équilibre, davantage protecteur de la présomption d'innocence.

D'autres lois interviendront, ce sont les lois Perben I et II sans modifier l'esprit de la loi de 2000.

3 / Protection Européenne extensive de la présomption d'innocence :

• A / Textuellement :

L'article 6 § 2 de la CEDH reconnaît le principe et dispose :

« Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie. »

La présomption d'innocence est donc intimement liée au droit à un procès équitable : selon la CEDH, la présomption d'innocence figure parmi les éléments d'un procès pénal équitable exigé lui-même par l'article 6⁹.

Dès 1963, avec l'affaire Autriche contre Italie, puis avec en **1983 dans la décision Minelli c Suisse**, la CEDH affirme un paragraphe de principe : il ya atteinte à la présomption d'innocence si sans établissement légal de la culpabilité d'un détenu une décision judiciaire le concernant reflète le sentiment qu'il est coupable¹⁰.

Ici donc on voit que c'est le pré jugement qui est visé : quand le juge considère, dès le départ, son sentiment quant à la culpabilité d'une personne (tel que par des déclarations faites à la Presse : **Affaire Lavents c Lettonie du 28 novembre 2002**¹¹)

⁷ Sans préjudice des dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 781-1 du code de l'organisation judiciaire, un condamné reconnu innocent en application du présent titre a droit à réparation intégrale du préjudice matériel et moral que lui a causé la condamnation.

⁸ Article 626 alinéas 4 et 5 : « La réparation est allouée par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle réside l'intéressé et suivant la procédure prévue par les articles 149-2 à 149-4. Si la personne en fait la demande, la réparation peut également être allouée par la décision d'où résulte son innocence. Devant la cour d'assises, la réparation est allouée par la cour statuant, comme en matière civile, sans l'assistance des jurés. Cette réparation est à la charge de l'Etat, sauf son recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation a été prononcée. Elle est payée comme frais de justice criminelle, correctionnelle et de police. »

⁹ Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle

¹⁰ Paragraphe 23. Le requérant se prétend victime d'une violation de l'article 6 § 2 (art. 6-2) de la Convention, ainsi libellé:

"Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie."

Elle résulterait de la décision, du 12 mai 1976, par laquelle la chambre de la Cour d'assises du canton de Zurich, tout en clôturant les poursuites pour cause de prescription, mit à la charge de l'intéressé une partie des frais de la procédure et lui enjoignit de payer à la société Télé-Répertoire et à M. Vass une indemnité de dépens (paragraphe 12-13 ci-dessus).

Paragraphe 34 : « (...) la présomption d'innocence s'accommode-t-elle de la solution consistant à imposer la charge de frais de procédure et d'une indemnité de dépens à une personne qui a bénéficié d'un classement, d'un non-lieu, d'un acquittement ou, comme ici, de la prescription?

Ainsi que le Gouvernement le souligne avec force en ordre subsidiaire, le système permettant d'adopter cette solution dans certains cas est profondément enraciné dans la tradition juridique suisse: la législation fédérale et celle de la majorité des cantons, dont Zurich, l'ont consacré; la jurisprudence et la pratique l'ont développé. Selon M. Minelli au contraire, il incombe à l'Etat d'assumer en entier le risque des poursuites pénales, en matière non seulement de preuves mais aussi de frais de procédure.

Aux yeux de la Commission, ledit système ne saurait en soi se heurter à l'article 6 § 2 (art. 6-2) de la Convention; un problème surgirait cependant si les motifs de la décision du juge ou tout autre élément précis et concluant révèlent que la répartition des frais découle d'une appréciation de la culpabilité du prévenu.

35. La Cour souscrit en principe à l'avis de la Commission. Elle souligne pourtant, conformément à sa jurisprudence constante, que, dans une cause issue d'une requête individuelle, il lui faut se borner autant que possible à l'examen du cas concret dont on l'a saisie (voir notamment l'arrêt *Adolf* précité, série A no 49, p. 17, § 36). Partant, elle n'a pas à se prononcer in abstracto sur la législation et la pratique zurichoises, mais uniquement sur la manière dont elles furent appliquées à l'intéressé.

37. **Aux yeux de la Cour, la présomption d'innocence se trouve méconnue si, sans établissement légal préalable de la culpabilité d'un prévenu et, notamment, sans que ce dernier ait eu l'occasion d'exercer les droits de la défense, une décision judiciaire le concernant reflète le sentiment qu'il est coupable. Il peut en aller ainsi même en l'absence de constat formel; il suffit d'une motivation donnant à penser que le juge considère l'intéressé comme coupable.**

¹¹ En l'espèce, Monsieur Lavents, ancien président du conseil de surveillance de la « Banka Baltija », la plus grande banque lettone, est condamné à une peine d'emprisonnement, suite à la faillite frauduleuse de la banque.

30. Les 4 et 5 novembre 1999, « Lauku avīze » et « Respublika », deux quotidiens lettons, publièrent les déclarations de Mme Šteinerte [la juge], qui, répondant aux questions d'un journaliste sur l'état de l'affaire, déclara notamment : "(...) La défense a encore le droit d'introduire la demande en récusation contre le juge. Pour moi, c'est déjà la cinquième demande en récusation. Je m'y suis déjà habituée. Les avocats de Lavents ont profité de toute occasion pour me récuser. Et je ne comprends pas pourquoi (...) Il est impossible de prolonger infiniment l'examen de l'affaire. Mais il est possible de l'ajourner s'il y a des raisons objectives pour cela. La législation du travail nous garantit le droit au congé annuel et au congé pour maladie. Si les avocats de Lavents et de [son coaccusé] manifestaient vraiment de l'intérêt pour l'accélération de l'examen de l'affaire, celle-ci pourrait être terminée dans le délai de six ou sept mois. Ce serait possible s'ils ne voulaient pas se débarrasser de moi. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible de m'acheter ou de me faire peur. D'ailleurs, s'ils étaient des gens vraiment intelligents, ils pourraient débattre les preuves qui se trouvent dans le dossier. Pendant le débat contradictoire, ils pourraient exprimer leurs objections et démontrer les erreurs du Parquet général. S'ils étaient en désaccord avec le jugement, ils pourraient former un recours devant une juridiction supérieure. Mais la défense a décidé de se débarrasser de moi par tout moyen, et les demandes en récusation s'enchaînent les unes après les autres (...) Ils [la défense] considèrent que les accusés ne sont pas coupables, que l'accusation est fautive. **Je ne puis pas encore dire aujourd'hui si le jugement portera condamnation ou acquittement partiel** (...) "

31. Le 7 décembre 1999, le journal letton « Kommersant Baltic » publia une nouvelle déclaration de Mme Šteinerte, où elle s'exprima ainsi : "(...) Franchement, je ne comprends pas la défense et les accusés. Ils ne se reconnaissent pas coupables, voyez-vous ? Par exemple, Lavents va jusqu'à nier l'épisode de l'accusation concernant la détention d'armes. **Alors, prouvez votre innocence, et c'est tout !** Mais eux, il me semble, ils pensent que je veux simplement mettre Lavents et [son coaccusé] Freimanis en prison. Je n'ai pas besoin de cela (...) "

- B / Matériellement :

La question : cette présomption d'innocence est-elle limitée à la seule matière pénale ou peut-elle s'étendre à d'autres domaines, malgré sa rédaction visant les « accusés » ?

On sait que la CEDH a une vision autonome de la matière pénale, celle-ci, afin d'éviter que certains Etats dépénalisent certains domaines afin de les exclure du contrôle de la CEDH.

Il s'ensuit que la garantie de présomption d'innocence y est élargie par la jurisprudence de la CEDH :

- Elle s'applique dans un contentieux pénal et en aval d'un procès pénal (c'est à dire après celui-ci). Ainsi en est-il de la procédure en réparation engagée contre l'Etat par une personne acquittée. Celle-ci, bien qu'elle ne soit plus *accusée* au sens de l'art 6§2, pourra s'en prévaloir

O c Norvège 11 février 2003¹²

L'acquiescement définitif d'un accusé interdit l'émission de doutes relatifs à son innocence.

A ce titre toute décision relative à la demande en réparation d'une détention provisoire après un acquiescement définitif porterait atteinte à l'art 6§2 **Yassar Hussain c RU 7 mars 2006** CEDH y condamne le RU en raison de commentaires d'un juge qui a refusé d'allouer des dommages intérêts à un requérant¹³.

La présomption d'innocence peut s'appliquer de façon élargie : notamment lorsque la responsabilité pénale ne survit pas à l'auteur du fait délictueux. Ainsi en matière de fraude fiscale, l'imposition d'une amende pénale à ses héritiers est contraire à l'article 6 CEDH. En dehors de la matière pénale ?

125. La Cour rappelle que la présomption d'innocence, consacrée par l'article 6 § 2 de la Convention, exige notamment qu'en remplissant leurs fonctions **les membres du tribunal ne partent pas de l'idée préconçue que le prévenu a commis l'acte incriminé ; la charge de la preuve pèse sur l'accusation et le doute profite à l'accusé** (voir l'arrêt *Barberà, Messegué et Jabardo c. Espagne* du 6 décembre 1988). Par conséquent, l'article 6 § 2 exige que les représentants de l'Etat – les juges chargés de l'affaire en premier lieu, mais également les représentants des autres autorités investies du pouvoir public – s'abstiennent de déclarer en public que l'accusé est coupable d'avoir commis l'infraction incriminée, avant que sa culpabilité ait été régulièrement établie par le tribunal (voir l'arrêt *Allenet de Ribemont c. France* du 10 février 1995).

126. (...) [Et même si le juge] n'a jamais **formellement** dit que le requérant était coupable. La Cour rappelle toutefois qu'au même titre que toute autre disposition de la Convention ou de ses protocoles, l'article 6 § 2 doit s'interpréter de façon à garantir des droits concrets et effectifs, et non théoriques et illusoire (voir l'arrêt *Allenet de Ribemont*). Comme elle a jugé dans l'affaire *Minelli c. Suisse* (l'arrêt du 25 mars 1983), concernant la motivation des décisions judiciaires, la présomption d'innocence peut être violée même en l'absence de constat formel ; il suffit que la décision contienne une motivation donnant à penser que le juge considère l'intéressé comme étant coupable. La Cour estime que la même approche doit être suivie en matière de déclarations faites par les autorités publiques. En effet, le fait que les propos en question soient tenus sous une forme interrogative ou dubitative, ne suffit pas pour les soustraire de l'emprise de l'article 6 § 2

127. La Cour constate que, dans sa première interview, publiée les 4 et 5 novembre 1999, Mme Steinerte déclara qu'elle ne savait pas encore « si le jugement porter[ait] condamnation ou acquiescement partiel ». Aux yeux de la Cour, une telle affirmation montrait clairement que la juge était d'ores et déjà convaincue de la culpabilité du requérant, au moins sur l'un des points de l'accusation, et qu'elle excluait la possibilité de le déclarer complètement innocent. Quant à la deuxième interview, parue le 7 décembre 1999 dans « *Kommersant Baltic* », Mme Steinerte y fit part de son grand étonnement devant le fait que les accusés s'obstinaient à plaider non coupables sur tous les points de l'accusation. En particulier, elle attira l'attention des journalistes et des lecteurs sur un chef d'inculpation (la détention illégale d'armes en l'espèce) où l'attitude du requérant lui paraissait la plus incompréhensible et illogique. La Cour estime que de telles affirmations équivalent elles aussi à une reconnaissance de culpabilité du requérant. Par ailleurs, la Cour ne peut qu'exprimer sa surprise devant le fait que, dans le cadre de cette dernière interview, Mme Steinerte suggéra aux accusés de prouver au tribunal qu'ils n'étaient pas coupables. Vu sa nature générale, une telle indication va à l'encontre du principe même de présomption d'innocence, l'un des principes fondamentaux de l'Etat démocratique. »

12 § 33. La Cour réaffirme l'autonomie de la notion « d'accusation en matière pénale » figurant à l'article 6. D'après sa jurisprudence constante, il lui faut appliquer trois critères pour déterminer si une personne est accusée d'une infraction pénale au sens de l'article 6 :

- la qualification de la procédure en droit national,

- sa nature substantielle

- le type et la gravité de la sanction encourue par la personne concernée (*Phillips c. Royaume-Uni*, no 41087/98, § 31, CEDH 2001; A.P., M.P. et T.P. c. Suisse, arrêt du 29 août 1997, § 39). De plus, le champ d'application de l'article 6 § 2 ne se limite pas aux procédures pénales qui sont pendantes (*Allenet de Ribemont c. France*, arrêt du 10 février 1995, § 35). Il est arrivé à la Cour de juger cette clause applicable à une décision de justice prise après l'arrêt des poursuites (*Minelli c. Suisse*, 25 mars 1983, et *Lutz, Englert et Nölkenbockhoff c. Allemagne*, 25 août 1987) ou après un acquiescement (arrêts *Sekanina, Rushiti*, et *Lamanna c. Autriche*), 10 juillet 2001). Ces arrêts concernaient des procédures afférentes à des questions telles que l'opportunité de faire supporter à l'accusé les dépens de l'instance, de lui rembourser les frais nécessaires engagés par lui (ou par ses héritiers) ou de lui accorder une indemnité pour sa détention provisoire, toutes questions qui ont été jugées constituer un corollaire et un complément des procédures pénales concernées.

34. La Cour estime que la procédure d'indemnisation incriminée en l'espèce n'a pas emporté formulation d'une « accusation en matière pénale » à l'encontre du requérant, et juge inutile de répondre à l'argument du Gouvernement selon lequel ladite instance revêtait un caractère civil. Elle considère qu'il s'agit de déterminer si, cela étant, celle-ci était néanmoins liée à la procédure pénale d'une manière propre à la faire tomber dans le champ d'application de l'article 6 § 2. Elle rappelle que les juridictions nationales, dans leurs décisions litigieuses sur la question de l'indemnisation, se sont explicitement référées au libellé de l'article 444 du code de procédure pénale, en vertu duquel tout accusé peut demander réparation des préjudices directement liés à la procédure pénale menée à son encontre.

38. Ainsi, non seulement l'action en réparation suit la procédure pénale dans le temps, mais elle est également liée à celle-ci en droit comme en pratique, du point de vue tant de la compétence juridictionnelle que des questions à trancher. En termes simples, elle vise à établir s'il pèse sur l'Etat une obligation de réparer financièrement le préjudice causé par lui, du fait des poursuites, à la personne acquittée. La Cour estime que, si le requérant n'a pas fait l'objet d'une « accusation en matière pénale » dans le cadre de la procédure en réparation, les conditions d'octroi d'une indemnité étaient, dans les circonstances, liées à la question de la responsabilité pénale au point de faire tomber ladite procédure sous l'empire de l'article 6 § 2, qui trouve dès lors à s'appliquer.

19 (...) La question à trancher est celle de savoir si le juge du fond s'est fondé sur des soupçons quant à l'innocence du requérant après l'acquiescement de ce dernier (*Moody c. Royaume-Uni*, no 22613/93, rapport de la Commission du 16 octobre 1996, et D.F. c. Royaume-Uni, no 22401/93, décision de la Commission du 24 octobre 1995).

20. Toutefois, ni l'article 6 § 2 ni aucune autre disposition de la Convention ne reconnaît à l'accusé le droit à un dédommagement pour une détention provisoire régulière en cas de clôture des poursuites dirigées contre lui (voir, par exemple, *Sekanina*, précité, pp. 13-14, § 25). De plus, la Convention ne garantit pas à un défendeur acquitté le droit de se faire rembourser ses frais (*Masson et Van Zon c. Pays-Bas*, arrêt du 28 septembre 1995, série A no 327-A, p. 19, § 49).

21. En l'espèce, l'action publique n'a pas abouti parce qu'un témoin clé a refusé de se présenter au tribunal et que, dans ces conditions, le ministère public a préféré abandonner les poursuites plutôt que de contraindre ce témoin à comparaître. Absolument rien ne donne à penser que le requérant ait eu un comportement susceptible de le faire relever de l'un des cas de figure prévus par la directive de procédure pour refuser le remboursement des dépens, et rien ne laisse non plus à entendre que le requérant ait été en quoi que ce soit responsable de la non-comparution du témoin.

22. Le juge a refusé de rembourser les dépens du requérant en invoquant les motifs suivants : « [i]l y a des éléments de preuve clairs dans les pièces du dossier. (...) il existe des éléments de preuve convaincants sur ces questions ». La seule interprétation de ces termes venant naturellement à l'esprit est que le juge a refusé le remboursement parce qu'il estimait que, bien que le témoin clé ne soit pas venu déposer et que le requérant ait été acquitté, ce dernier était en fait coupable des faits qui lui étaient reprochés.

23. Pour la Cour, cela revenait à s'appuyer sur des soupçons quant à l'innocence du requérant après son acquiescement, ce qui est incompatible avec la présomption d'innocence.

La CEDH a considéré que certains litiges administratifs pouvaient porter atteinte à la présomption d'innocence :

- Contraventions administratives **Oztürk c Allemagne**.
- Amendes sur la concurrence **Sténit c France 1991**
- Procédures relatives à la fraude fiscale **Hentricht c France 1994**
- Sanctions disciplinaires : avocats **Weber c Suisse 1988** et militaires.

L'appréciation de la CEDH se fait en principe en excluant le contentieux administratif de la protection de la présomption d'innocence .

Il en va de même en matière de contentieux de la fonction publique (sauf en matière de rémunérations dans la fonction publique).

De même en matière de police concernant des mesures seulement **préventives** : pas de protection de la présomption d'innocence.

La jurisprudence EU est assez extensive dans ce domaine

II Caractère relatif du principe de la présomption d'innocence

- § 1 La garantie Constitutionnelle :

a) Elle a pu se manifester dans différentes circonstances : **garde à vue et détention provisoire.**

Ces deux procédures affectent logiquement le principe de la présomption d'innocence et Conseil Constitutionnel dans une décision de 1993 « Garde à vue » a censuré une disposition qui aurait permis de mettre dans certains cas un mineur de 13 ans en garde à vue, comme contraire à l'art 9 DDHC¹⁴.

Reconnaissant certains principes qui fixent le cadre de la loi s'agissant des mineurs :

- cette garde à vue ne doit concerner que des enfants à partir d'un certain âge (pas moins de 13 ans),
- elle doit être exceptionnelle (limitée aux infraction graves),
- la décision et le contrôle de la garde à vue relèvent d'un magistrat spécialisé de la protection de l'enfance.

b) Présomption de culpabilité

Dans une décision du 16 juin 1999, sur la loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière, le Conseil Constitutionnel s'est prononcé à propos de la sanction par contravention du propriétaire d'un véhicule mis en cause dans certaines infractions. La loi prévoyait que c'était au propriétaire de prouver qu'il n'était pas le chauffeur.

Le Conseil Constitutionnel précise qu'en principe le législateur ne saurait instaurer une présomptions de culpabilité en matière répressive. Mais qu'à titre exceptionnel de telles présomptions peuvent être établies :

- notamment en matière contraventionnelle,
- si elles n'instaurent pas des présomptions irréfragables

¹⁴ Sur la garde à vue du mineur de treize ans :

26. Considérant que l'article 29 de la loi déférée, qui modifie l'article 4 de l'ordonnance susvisée du 2 février 1945, prévoit que le mineur de treize ans peut être placé en garde à vue en cas de crime ou de délit puni d'une peine supérieure ou égale à cinq ans d'emprisonnement avec l'accord préalable du procureur de la République, ou, dans le cadre de l'exécution d'une commission rogatoire, du juge d'instruction ou du juge des enfants ; que la durée de la garde à vue du mineur de treize ans ne peut excéder vingt-quatre heures, aucune prolongation ne pouvant intervenir ;

27. Considérant que les auteurs de la saisine soutiennent que l'article 29 méconnaît les articles 8 et 9 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en mettant en cause la protection des droits de l'enfant qui aurait selon eux le caractère de principe à valeur constitutionnelle ;

28. Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : " Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi. " ;

29. Considérant que si le législateur peut prévoir une procédure appropriée permettant de retenir au-dessus d'un âge minimum les enfants de moins de treize ans pour les nécessités d'une enquête, il ne peut être recouru à une telle mesure que dans des cas exceptionnels et s'agissant d'infractions graves ; que la mise en oeuvre de cette procédure qui doit être subordonnée à la décision et soumise au contrôle d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance, nécessite des garanties particulières ; que le régime de la garde à vue du mineur de treize ans, même assorti de modalités spécifiques, ne répond pas à ces conditions

- que les droits de la défense sont préservés,
- les faits mis en cause induisent la vraisemblance de culpabilité.

La présomption d'innocence doit être ici conciliée avec la nécessité de préserver l'ordre public.

Certains auteurs ont considéré que cette décision avait affaibli le principe général de la présomption d'innocence.

D'autre part le Conseil Constitutionnel adopte ici un raisonnement comparable à la formulation en usage par la CEDH : le Conseil Constitutionnel adopte la solution **CEDH Salabiaku c France 1888**.

Le Conseil Constitutionnel adopte une approche et interprète le principe de la présomption d'innocence à la lumière de la jurisprudence de la CEDH il « coule dans le moule conventionnel la protection de la présomption d'innocence ».

Le Conseil Constitutionnel ne cite jamais les décisions de la CEDH (sauf dans sa décision de 2005 où il a cité l'arrêt Leilla Chahib).

La Cour de cassation a également pris part à ce travail en retenant que certaines présomptions de culpabilité pouvaient ne pas porter atteinte à la présomption d'innocence.

Elle les considère compatibles avec la présomption d'innocence sous certaines conditions :

- Quand il reste possible d'apporter la preuve contraire,
- Quand les droits de la défense sont assurés.

Cour de Cassation Crim 10 Fev 1992 Vins Italiens (Req 90/83 278)¹⁵

Dans un autre exemple (tribunal de police), où elle relève la violation de l'art 6§2 CEDH :

Cour de Cassation Crim 19 mars 1986 Amendes de la circulation (Req 85 – 93231)¹⁶.

c) Procédure de plaider coupable :

C'est une procédure par comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité du prévenu.

Par sa décision de du 2 mars 2004 le Conseil Constitutionnel, relativement au projet de

Loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, s'est prononcé sur cette procédure : les nouvelles dispositions de la loi permettent au procureur de la république de proposer à l'inculpé une diminution de sa peine, pour des délits dont la peine va jusqu'à 5 ans de prison (moitié de la peine).

La loi finalement promulguée le 9 mars 2004, a créé, au chapitre Ier du titre II du livre II du code de procédure pénale, une section 8 intitulée : « comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité », qui institue notamment :

- l'homologation de l'accord éventuel par le Président du Tribunal de Grande Instance.
- Par ailleurs la loi prévoit que cette procédure ne peut être transmise à la juridiction d'instruction ou de jugement lorsque l'intéressé aura refusé de plaider coupable : cette procédure ne doit pas nuire à l'intéressé.

Les requérants avaient fait valoir une atteinte à la présomption d'innocence.

Le Conseil Constitutionnel a refusé d'y voir une telle atteinte (article 9 DDHC), pour plusieurs raisons :

- Le juge du siège devra s'assurer de la sincérité de la reconnaissance par l'auteur des faits.

¹⁵ les contrevenants en matière douanière sont admis à exciper de leur bonne foi, la charge de cette preuve qui leur incombe, n'est pas incompatible avec l'article 6.2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui exige seulement que la culpabilité soit légalement établie ;

¹⁶ Attendu d'autre part qu'aux termes de l'article 6 § 2 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie ; Attendu que pour déclarer X..., prévenu non comparant, coupable d'infraction aux règles du stationnement payant, le jugement attaqué, intitulé " collectif ", qui concerne dix neuf procédures différentes, se borne à énoncer par une motivation commune à tous les prévenus, que lesdits " prévenus défaillants ont été régulièrement cités et que leur absence laisse présumer qu'ils n'ont rien à objecter " ; que le juge ajoute que " du reste les contraventions qui leur sont reprochées paraissent suffisamment établies " ; Attendu qu'en l'état de ces seuls motifs, d'ailleurs hypothétiques, le tribunal a méconnu les principes susénoncés ;

- Cette décision doit aussi avoir été prise en connaissance de cause : vérification par le juge du siège de la réalité du consentement.

- § 2 La garantie européenne

Cette garantie est traditionnellement forte mais tempérée dans certains cas.

a) Une garantie traditionnellement forte :

L'approche de la CEDH à propos du contenu de ce droit et à propos des droits et des bénéficiaires

- 1) Le contenu garanti de la présomption d'innocence :

Le principe de la présomption d'innocence s'impose avant tout au juge dans le cadre d'un procès pénal. Mais cette garantie est extensive.

C'est à dire qu'elle peut s'étendre aux domaines administratifs.

Une atteinte est constituée lorsqu'une personne est présentée comme coupable avant d'être jugée et éventuellement comme telle.

Mais elle existe aussi quant on fait peser sur la personne la charge de la preuve de son innocence.

- **Principe : la présomption d'innocence est une règle de fond.**

Les juges ne doivent pas partir de l'idée préconçue que le prévenu aurait commis les faits incriminés. Et l'accusation doit fournir les preuves.

- **Alenet de Ribemont c France 10 février 1995** pose un principe qui est constamment repris par les décisions ultérieures de la CEDH : les autorités policières avaient présenté le requérant sans nuance comme complice d'un assassinat.

31. M. **Alenet** de Ribemont dénonce les propos tenus lors de la conférence de presse du 29 décembre 1976 par le ministre de l'Intérieur et les hauts fonctionnaires de police qui l'accompagnaient. Il invoque l'article 6 par. 2 (art. 6-2) de la Convention, ainsi libellé :
"Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie."
A. Sur l'applicabilité de l'article 6 par. 2 (art. 6-2)
32. Le Gouvernement conteste en substance l'applicabilité de l'article 6 par. 2 (art. 6-2), en se fondant sur l'arrêt *Minelli c. Suisse* du 25 mars 1983 (série A n° 62). D'après lui, une atteinte à la présomption d'innocence ne peut provenir que d'une autorité judiciaire et ne se révéler qu'à l'issue de la procédure en cas de condamnation si la motivation du juge permet de supposer que celui-ci considérerait a priori l'intéressé comme coupable.
33. La Commission admet que le principe de la présomption d'innocence constitue avant tout une garantie de caractère procédural en matière pénale, mais affirme que sa portée est plus étendue : il ne s'imposerait pas uniquement au juge pénal statuant sur le bien-fondé d'une accusation, mais aussi aux autres autorités.
34. La tâche de la Cour consiste à déterminer si la situation constatée en l'espèce a pu toucher au droit que l'article 6 par. 2 (art. 6-2) garantit au requérant (voir, mutatis mutandis, l'arrêt *Sekanina c. Autriche* du 25 août 1993, série A n° 266-A, p. 13, par. 22).
35. La présomption d'innocence consacrée par le paragraphe 2 de l'article 6 (art. 6-2) figure parmi les éléments du procès pénal équitable exigé par le paragraphe 1 (art. 6-1) (voir notamment l'arrêt *Deweere c. Belgique* du 27 février 1980, série A n° 35, p. 30, par. 56, et l'arrêt *Minelli* précité, p. 15, par. 27). Elle se trouve méconnue si une décision judiciaire concernant un prévenu reflète le sentiment qu'il est coupable, alors que sa culpabilité n'a pas été préalablement légalement établie. Il suffit, même en l'absence de constat formel, d'une motivation donnant à penser que le juge considère l'intéressé comme coupable (arrêt *Minelli* précité, p. 18, par. 37).
Le champ d'application de l'article 6 par. 2 (art. 6-2) ne se limite pourtant pas à l'hypothèse avancée par le Gouvernement. La Cour a en effet constaté une violation de cette disposition dans les affaires *Minelli* et *Sekanina* précitées alors que les juridictions nationales saisies avaient clôturé les poursuites pour cause de prescription dans la première et acquitté l'intéressé dans la seconde. Elle a de même admis son applicabilité dans d'autres affaires où les juridictions nationales n'étaient pas amenées à statuer sur la culpabilité (arrêts *Adolf c. Autriche* du 26 mars 1982, série A n° 49, et *Lutz, Englert et Nölnenbockhoff c. Allemagne* du 25 août 1987, série A nos 123-A, 123-B et 123-C).
Elle rappelle en outre que la Convention doit s'interpréter de façon à garantir des droits concrets et effectifs, et non théoriques et illusoire (voir, entre autres, les arrêts *Artico c. Italie* du 13 mai 1980, série A n° 37, p. 16, par. 33, *Soering c. Royaume-Uni* du 7 juillet 1989, série A n° 161, p. 34, par. 87, et *Cruz Varas et autres c. Suède* du 20 mars 1991, série A n° 201, p. 36, par. 99). Cela vaut aussi pour le droit consacré par l'article 6 par. 2 (art. 6-2).
36. Or la Cour estime qu'une atteinte à la présomption d'innocence peut émaner non seulement d'un juge ou d'un tribunal mais aussi d'autres autorités publiques.
37. Lors de la conférence de presse du 29 décembre 1976 M. **Alenet de Ribemont** venait d'être arrêté par la police (paragraphe 9 ci-dessus). Bien qu'il ne se trouvât pas encore inculpé de complicité d'homicide volontaire (paragraphe 12 ci-dessus), son interpellation et sa garde à vue s'inscrivaient dans le cadre de l'information judiciaire ouverte quelques jours plus tôt par un juge d'instruction de Paris et lui conféraient la qualité d'"accusé" au sens de l'article 6 par. 2 (art. 6-2). Les deux hauts fonctionnaires de police étaient en l'occurrence chargés de conduire les investigations. Tenus en contrepoint de l'information judiciaire et appuyés par le ministre de l'Intérieur, leurs propos s'expliquent par l'existence de celle-ci et présentent un lien direct avec elle. L'article 6 par. 2 (art. 6-2) s'applique donc en l'espèce.

En revanche le fait pour deux experts de présenter l'accusé comme l'auteur des faits qui lui sont reprochés n'est pas une atteinte, comme l'indique l'arrêt **CEDH Bernard c France du 23 avril 1998** :

31. Le requérant affirme que les propos tenus par les deux experts-psychiatres lors de l'audience du 9 juin 1992 devant la cour d'assises du Rhône ont porté atteinte à son droit à un procès équitable et au principe de la présomption d'innocence.
34. La Commission estime que la question de savoir si les rapports psychiatriques ont constitué une violation du droit du requérant à un procès équitable, doit être résolue par un examen de ces rapports dans le contexte de l'ensemble du procès. Elle reconnaît toutefois que cette tâche n'est pas aisée eu égard à la spécificité de la procédure devant la cour d'assises, l'instruction devant se faire oralement à l'audience, l'arrêt de condamnation n'étant pas motivé et un compte rendu officiel des débats n'étant pas prévu par le code de procédure pénale.
38. Les expertises psychiatriques subies par M. Bernard tendaient à obtenir, entre autres, une réponse à la question de savoir si l'intéressé souffrait d'une quelconque anomalie mentale ou psychique et, dans l'affirmative, s'il existait un lien entre ces affections et les faits qui lui étaient reprochés. Elles devaient également évaluer la dangerosité de l'individu. Les deux spécialistes nommés par le juge d'instruction durent en toute logique partir de l'hypothèse de travail selon laquelle le requérant était l'auteur des crimes à l'origine des poursuites(...)
40. Le dossier montre que la condamnation du requérant repose sur l'ensemble des charges retenues et sur les preuves recueillies lors de l'instruction et discutées au cours des audiences devant la cour d'assises. Dans ces circonstances, la Cour ne saurait considérer les déclarations litigieuses, élément parmi d'autres soumis à l'appréciation du jury, comme contraires aux règles du procès équitable et à la présomption d'innocence.

- **Inversion de la charge de la preuve :**

- **CEDH Capeau c Belgique 13 janvier 2005** consacre le fait que le respect de la présomption d'innocence exige que la charge de la preuve pèse sur l'accusation et que le doute profite à l'accusé :

« 20. Pour le requérant, il y a violation de l'article 6 § 2 de la Convention quand l'intéressé se voit refuser une indemnisation pour la détention préventive subie sur la base d'une motivation qui implique sa culpabilité, alors que celle-ci n'a pas été formellement constatée et qu'il n'a pas eu l'occasion d'exercer les garanties visées à l'article 6 de la Convention. Or, en l'espèce, la motivation des décisions du ministre de la Justice puis de la commission d'appel ne laisserait aucun doute sur le fait que c'est en raison de la culpabilité supposée du requérant que sa demande aurait été rejetée. Les formules utilisées iraient bien au-delà de simples soupçons ou suppositions.

25. La Cour constate que le refus de la commission se fondait uniquement sur la circonstance que le requérant n'avait pas apporté, à l'appui de sa demande de réparation, la preuve de son innocence. (...) l'article 28 § 1 b) de la loi du 13 mars 1973 [de la loi Belge en question] prévoit expressément que la personne bénéficiant d'un non-lieu doit justifier d'éléments de fait et de droit démontrant son innocence, une telle exigence, sans nuance ni réserve, laisse planer un doute sur l'innocence du requérant. Elle laisse aussi planer un doute sur le bien-fondé des décisions des juridictions d'instruction malgré la mention, dans la décision de la commission, que les présomptions qui pesaient sur le requérant lors de sa comparution devant ces juridictions ont été jugées insuffisantes pour justifier un renvoi devant les juridictions du fond. Il est vrai que l'expression de soupçons sur l'innocence d'un accusé se conçoit tant que la clôture des poursuites pénales n'emporte pas décision sur le bien-fondé de l'accusation (Sekanina, § 30) et qu'en droit belge un non-lieu n'empêche pas la réouverture du dossier en cas d'apparition de nouveaux éléments ou développements. Cependant, on ne saurait à bon droit renverser purement et simplement la charge de la preuve dans le cadre de la procédure d'indemnisation introduite à la suite d'une décision définitive de non-lieu à poursuites. Le fait d'exiger d'une personne qu'elle apporte la preuve de son innocence, ce qui donne à penser que la juridiction considère l'intéressée comme coupable, apparaît déraisonnable et révèle une atteinte à la présomption d'innocence. La Cour rappelle à cet égard que, dans le domaine pénal, le problème de l'administration des preuves doit notamment être envisagé au regard de l'article 6 § 2 et exige, entre autres, que la charge de la preuve pèse sur l'accusation (Barberà, Messegue et Jabardo c. Espagne, arrêt du 6 décembre 1988, p. 33, §§ 76-77) (...) »

Barberà Messegue et Rabarno c Espagne 1988¹⁷

- Un autre élément peut être rattaché à la présomption d'innocence : le **droit de garder le silence et ne pas s'auto-incriminer**¹⁸.

Ce droit est intimement lié à la présomption d'innocence et il peut dans certains cas être protégé par la CEDH :

Heaney et Mac Guinness c Ireland 2000

35. Les requérants précisent la nature de leurs griefs. On leur a demandé des informations alors qu'ils étaient en garde à vue. D'une part, ils ont été avertis que le refus de répondre pouvait en soi aboutir à une condamnation pénale (article 52 de la loi de 1939) et, d'autre part, les policiers les ont avisés de leur droit de garder le silence (avertissement d'usage).

40. (...) même si l'article 6 de la Convention ne les mentionne pas expressément, les droits invoqués par les requérants, à savoir le droit de se taire et le droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination, sont des normes internationales généralement reconnues qui sont au cœur de la notion du procès équitable consacrée par ledit article. Leur raison d'être tient notamment à la protection de l'accusé contre une coercition abusive de la part des autorités, ce qui évite les erreurs judiciaires et permet d'atteindre les buts de l'article 6. En particulier, le droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination présuppose que, dans une affaire pénale, l'accusation cherche à fonder son argumentation sans recourir à des éléments de preuve obtenus par la contrainte ou les pressions, au mépris de la volonté de l'accusé. En ce sens, ce droit est étroitement lié au principe de la présomption d'innocence consacré par l'article 6 § 2 de la Convention (arrêt Saunders § 68).

1993 Fulko c France Idem (production de doc bancaires par le prévenu)

CEDH Miranda c Arizona « vous avez le droit de garder le silence... » est donc reconnu au niveau européen, comme international et donc aussi Français.

- **Corrélation de la présomption d'innocence avec le principe d'impartialité**

L'exigence d'impartialité revêt un double aspect :

- l'impartialité objective du juge,
- l'impartialité subjective (le juge, dans son fort intérieur, ne doit avoir aucune raison de favoriser tel ou tel plaideur).

Lorsque ces préjugés s'extériorisent la CEDH va sanctionner les Etats.

Par l'arrêt du 16 septembre 1999 Buscemi c Italie, la CEDH rappelle que la plus grande discrétion s'impose au juge afin de garantir son image d'impartialité. Et le fait qu'un Président d'une Cour tienne des propos publics contre un requérant est incompatible avec les principes d'impartialité et la présomption d'innocence.

67. La Cour souligne avant tout que la plus grande discrétion s'impose aux autorités judiciaires lorsqu'elles sont appelées à juger, afin de garantir leur image de juges impartiaux. Cette discrétion doit les amener à ne pas utiliser la presse, même pour répondre à des provocations. Ainsi le veulent les impératifs supérieurs de la justice et la grandeur de la fonction judiciaire.

68. Avec la Commission, la Cour estime que le fait que le président du tribunal ait employé publiquement des expressions sous-entendant une appréciation négative de la cause du requérant avant de présider l'organe judiciaire appelé à trancher l'affaire, ne semble à l'évidence pas compatible avec les exigences d'impartialité de tout tribunal, consacrées à l'article 6 § 1 de la Convention. En effet, les déclarations du président du tribunal étaient de nature à justifier objectivement les craintes du requérant à l'égard de son impartialité

III Les bénéficiaires et les débiteurs de la présomption d'innocence

La CEDH a une approche extensive a propos des bénéficiaires et des titulaires.

1) les bénéficiaires :

L'article 6§2 vise « tout accusé », notion dont la CEDH développe une approche large :

Monsieur Allenet de Ribemont n'était pas encore accusé, mais simplement suspect.

Cas de personnes ayant fait l'objet d'une décision d'acquittement : la protection profite à toute personne impliquée dans une procédure pénale engagée à son encontre¹⁹.

¹⁷ Cf : note de jurisprudence sous Capeau c Belgique

¹⁸ Cf aussi : Loi Gigou du 15 juin 2000, article 8 créant l'article 63-1 du code de procédure pénale : « La personne gardée à vue est également immédiatement informée qu'elle a le droit de ne pas répondre aux questions qui lui seront posées par les enquêteurs. »

¹⁹ Ainsi, dans l'espèce Allenet de Ribemont, la CEDH précise que « son interpellation et sa garde à vue s'inscrivaient dans le cadre de l'information judiciaire ouverte quelques jours plus tôt par un juge d'instruction de Paris et lui conféraient la qualité d'"accusé" au sens de l'article 6 par. 2 » (§ 37).

- 2) Les débiteurs :
- Effet vertical, à l'encontre des autorités publiques.
 - Effet horizontal, entre personnes privées.

L'effet vertical : lie la Juridiction directement chargée de l'affaire, mais également autres autorités publiques.

Allene de Riberont a permis de reconnaître ce principe dans un contexte précis: les déclarations étaient faites par un représentant de l'Etat, un ministre.

Effet horizontal : dans le cadre des rapports entre présomption d'innocence et liberté d'expression. Si les représentants de l'Etat doivent respecter la présomption d'innocence cette obligation devrait aussi s'imposer aux journalistes.

Les juges ont commencé par être réservés : la CEDH a rarement condamné un journaliste pour un article portant atteinte à la présomption d'innocence .

1997 Worm c Autriche du 29 août 1997 donne pourtant un exemple de validation d'une amende prononcée contre un journaliste :

Il s'agissait, en l'espèce, de la condamnation d'un journaliste et de son éditeur, à une amende pour avoir publié un article relatant le procès d'un ministre.

44. (...) La Commission estime que la cour d'appel de Vienne n'a pas mis en balance, d'une part, l'intérêt général à empêcher que les médias n'exercent une influence abusive sur les procédures pénales en cours et, d'autre part, celui de recevoir des informations sur le comportement d'un ancien ministre des Finances accusé de fraude fiscale. En recherchant si le texte incriminé était susceptible de peser sur l'issue de la procédure, la cour d'appel, contrairement au tribunal de première instance, n'aurait pas tenu compte du fond et de la forme de l'ensemble de l'article, long de deux pages. Etant donné le contexte dans lequel elle s'insérait, la conclusion suggérée par M. Worm dans un passage, à savoir que M. Androsch avait fraudé le fisc, n'était que l'expression d'un doute que les magistrats siégeant au tribunal de première instance, y compris les juges non professionnels, étaient en mesure d'évaluer de manière indépendante. La Commission relève en outre que la cour d'appel aurait dû se pencher sur le moyen de défense invoqué par le requérant selon lequel le passage incriminé n'était en fait que la paraphrase de propos tenus par le procureur pendant le procès.

La Commission conclut dès lors que la cour d'appel n'a pas fourni une motivation suffisante aux fins de l'article 10 § 2. L'ingérence dans le droit du requérant à la liberté d'expression ne saurait donc passer, selon elle, pour « nécessaire dans une société démocratique » pour « garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire ».

50. Les restrictions à la liberté d'expression autorisées au paragraphe 2 de l'article 10 « pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire » ne permettent pas aux Etats de limiter toutes les formes de débat public sur des questions en cours d'examen par les tribunaux.

On s'accorde en général à penser que les tribunaux ne sauraient fonctionner dans le vide. Ils ont compétence pour se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence quant à une accusation en matière pénale mais il n'en résulte point qu'auparavant ou en même temps, les questions dont connaissent les juridictions pénales ne peuvent donner lieu à discussion ailleurs, que ce soit dans des revues spécialisées, la grande presse ou le public en général (voir, mutatis mutandis, l'arrêt *Sunday Times* (n° 1), § 65).

A condition de ne pas franchir les bornes fixées aux fins d'une bonne administration de la justice, les comptes rendus de procédures judiciaires, y compris les commentaires, contribuent à les faire connaître et sont donc parfaitement compatibles avec l'exigence de publicité de l'audience énoncée à l'article 6 § 1 de la Convention. A la fonction des médias consistant à communiquer de telles informations et idées s'ajoute le droit, pour le public, d'en recevoir (ibidem). Cela est d'autant plus vrai lorsque le procès est celui d'un personnage connu tel qu'un ancien ministre, comme en l'espèce. Ces personnes s'exposent inévitablement et consciemment à un contrôle attentif tant par les journalistes que par la masse des citoyens (voir notamment l'arrêt *Lingens c. Autriche* du 8 juillet 1986, § 42). Partant, les limites du commentaire admissible sont plus larges à l'égard d'un homme politique, visé en cette qualité, que d'un simple particulier (ibidem).

Cependant, comme tout un chacun, les personnalités connues sont en droit de bénéficier d'un procès équitable tel que garanti à l'article 6, ce qui, en matière pénale, comprend le droit à un tribunal impartial. Les journalistes doivent s'en souvenir qui rédigent des articles sur des procédures pénales en cours, car les limites du commentaire admissible peuvent ne pas englober des déclarations qui risqueraient, intentionnellement ou non, de réduire les chances d'une personne de bénéficier d'un procès équitable ou de saper la confiance du public dans le rôle tenu par les tribunaux dans l'administration de la justice pénale.

« l'article trahit l'intention [du requérant] de s'ériger en juge de l'affaire ». A cet égard, (...) si l'on s'habitue au spectacle de pseudo-procès dans les médias, il peut en résulter à long terme des conséquences néfastes à la reconnaissance des tribunaux comme les organes qualifiés pour juger de la culpabilité ou de l'innocence quant à une accusation pénale (...)

56. Dans ces conditions, la Cour conclut que les motifs avancés par la cour d'appel de Vienne pour justifier l'ingérence dans le droit du requérant à la liberté d'expression découlant de sa condamnation étaient également « suffisants » aux fins de l'article 10 § 2. En particulier, l'intérêt du requérant et celui du public à communiquer et recevoir ses idées au sujet d'une question d'intérêt général dont les tribunaux avaient à connaître n'étaient pas de nature à l'emporter sur les considérations invoquées par la cour d'appel de Vienne quant aux conséquences néfastes d'une diffusion de l'article incriminé sur l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire en Autriche."

En dépit de cet arrêt, la CEDH fait le plus souvent prévaloir la liberté de la Presse.

Ainsi la France a été condamnée en raison de l'interdiction prévue par la loi du 2 juillet 1931 de mentionner les noms des prévenus : CEDH 2000 *Du Roy c France*.

Les juges français ont par la suite adopté cette jurisprudence : Cass Crim 16 janvier 2001

CEDH 2005 *Claes et autres c Belgique* : les diffusions d'image ne peuvent pas passer pour une violation de la présomption d'innocence par les médias. La CEDH tranche en faveur de la liberté d'expression. Mais elle pose des limites :

Des journalistes qui n'avaient pas respecté une interdiction de publier les actes d'une procédure pénale avant la lecture en audience publique, se sont rendus coupables de porter atteinte à la présomption d'innocence. **CEDH : Tourancheau et July c France 2005.**

Discussion possible à l'oral : Faire valoir que les individus ont parfois intérêt à recevoir l'information²⁰.

B / Cette garantie est parfois tempérée :

²⁰ Cf supra *Worm c Autriche* § 50

Les tempéraments reposent sur les hypothèses

- d'admission de la présomption de culpabilité
- l'admission de l'absence de sursis à exécution.

1) admission de la **présomption de culpabilité** :

Inversion de la charge de la preuve.

Selon la CEDH 1988, l'existence de présomptions de culpabilité n'est pas contraire au principe de la présomption d'innocence, dès lors que ces présomptions respectent les conditions suivantes :

- Ne pas être irréfragable (en matière de Presse : **CEDH Radio France 30 mars 2004** où une disposition de loi précise que le Directeur est également responsable de tout propos diffusé à l'antenne. Dès lors que le caractère diffamatoire du propos est reconnu, ce même directeur pourra être poursuivi au même titre que celui qui a proféré les propos. La question se posait de savoir s'il y avait atteinte à la présomption d'innocence.

La CEDH, tient compte de l'importance de l'enjeu²¹ : limiter les propos diffamatoires dans les médias). En matière fiscale, il existe aussi des présomptions de culpabilité, dans décisions d'exécution forcées qui sont prononcées avant toute décision judiciaire. Ces procédures peuvent être admises, dès lors qu'elles sont encadrées dans des limites raisonnables :

L'intéressé pouvant obtenir le remboursement des amendes indument versées par le juge dans de brefs délais.

2) Admission de l'**absence de sursis à exécution** :

Si lorsqu'une décision est prononcée sans effet suspensif (d'un recours en appel), y a-t-il atteinte au principe de la présomption d'innocence ?

Le sursis à exécution n'est jamais considéré comme étant de droit, donc l'absence de sursis à exécution dans une procédure n'affecte pas la présomption d'innocence.

Conclusion :

La présomption d'innocence peut être garantie grâce aux procédures de réexamen et de réouverture dans le cadre de procédures nationales, qui sont une mesure réellement efficace en matière de présomption d'innocence.

La loi du 15 juin 2000 consacre, dans l'article 626 du NCPP la possibilité d'un réexamen d'une décision de justice définitive dans l'intérêt de la protection des droits de l'Homme.

Le réexamen peut être demandé par toute personne déclarée coupable, s'il résulte d'une décision de la CEDH en raison de violations de la Convention Européenne des droits de l'Homme (art 6§ par exemple) et en raison de conséquences dommageables pour la personne.

La décision ne peut annuler la dernière décision mais elle renvoie à une autre juridiction.

Cette loi est limitée à la matière pénale.

La protection constitutionnelle est assez relative et c'est surtout la jurisprudence européenne, -et le législateur qui l'a relayée -, qui ont permis une réelle protection de la présomption d'innocence.

²¹ On retrouve la même approche, dans l'affaire Worm c. Autriche, § 57 : « Eu égard au montant de l'amende et au fait que l'éditeur était solidairement tenu au paiement de celle-ci, la sanction infligée ne saurait passer pour disproportionnée au but légitime poursuivi. »